

Quand la politique s'immisce dans la science aux États-Unis

Politique

Par Carlo Ratti

directeur du Senseable City Lab au MIT

Publié le 27 juillet 2026

L'administration Trump veut faire dépendre le financement public de la recherche de ses priorités politiques. Une telle mesure serait désastreuse pour le monde académique. Elle contraint aussi les chercheurs à mettre en débat le système actuel d'évaluation par les pairs et les interférences qu'il connaît déjà. Des voies d'amélioration sont déjà expérimentées, qui méritent d'être soumises à la discussion de la communauté universitaire.

Une première version de cet article a été publiée dans le *Financial Times*.

Pour une fois, je dois remercier l'administration Trump. Elle a en effet contraint le monde universitaire américain à se confronter à un problème qui méritait depuis longtemps toute son attention : celui des limites de l'évaluation par les pairs (*peer*

review). Le remède proposé risque toutefois d'être pire que le mal.

Commençons par les faits. Un règlement présenté il y a quelques semaines et actuellement à l'examen de l'Office of Management and Budget de la Maison Blanche prévoit que, avant toute attribution de financement fédéral à un projet de recherche, un représentant politique certifie que celui-ci « contribuera à faire progresser les priorités politiques du président ». Les financements pourraient en outre être retirés si ces priorités venaient à changer.

Le système américain moderne de recherche s'est construit sur des principes radicalement différents. À son origine se trouve la vision d'un ingénieur de ma propre université, le MIT. En 1945, Vannevar Bush publiait son célèbre rapport *Science, the Endless Frontier*, dans lequel il proposait un grand pacte à trois : le gouvernement financerait la recherche ; les scientifiques — et non les responsables politiques — en évalueraient la qualité ; la société tout entière en recueillerait les bénéfices. C'est ce modèle qui a donné naissance au système universitaire américain contemporain, aux *National Laboratories* et à une multitude d'innovations qui façonnent aujourd'hui notre quotidien : des réseaux de neurones qui transforment la médecine jusqu'à Internet, qui relie désormais le monde entier.

Les mécanismes actuels sont loin d'être parfaits. L'évaluation par les pairs peut facilement se transformer en une forme de réassurance entre pairs ; comme nos cousins laineux, nous autres universitaires ne sommes pas immunisés contre les comportements grégaires. En outre, chaque génération de chercheurs peine à remettre en cause les présupposés sur lesquels elle s'est formée. Comme l'observait le physicien allemand Max Planck, « la science progresse funérailles après funérailles ».

À ces limites traditionnelles se sont ajoutés, ces dernières années, de nouveaux problèmes. La *peer review* a elle aussi subi

des pressions idéologiques et les effets de ce que certains qualifient de culture « woke ». Plusieurs critères liés à la diversité, à l'équité et à l'inclusion, introduits sous l'administration de Joe Biden, ont fait entrer des considérations non scientifiques dans l'évaluation des projets et l'attribution des financements. C'est précisément ce que la Maison Blanche affirme aujourd'hui vouloir corriger.

Ces difficultés sont bien réelles et appellent des réponses. Mais la réponse à une évaluation par les pairs imparfaite ne peut être qu'une meilleure évaluation par les pairs, non une supervision politique. Remplacer le jugement scientifique par l'alignement idéologique risque d'affaiblir le moteur même de la découverte qui a fait de la recherche américaine une référence mondiale. Aucune des grandes avancées scientifiques du passé n'était inévitable ; chacune fut un pari long et incertain sur des idées qui auraient très bien pu échouer.

Or c'est précisément ce type de recherche qu'un système de financements révocables à tout moment menace de faire disparaître. Non pas en l'interdisant ouvertement, mais en apprenant à chaque chercheur qu'un projet de plusieurs années peut être interrompu dès que le climat politique change. Face à cette incertitude, le chercheur rationnel renoncera aux idées les plus ambitieuses pour privilégier les plus sûres. Les découvertes les plus audacieuses ne seront pas interdites : elles ne seront tout simplement jamais tentées.

Que faire alors ? Les discussions en ligne entre collègues du MIT — particulièrement animées ces dernières semaines — ont fait émerger plusieurs pistes. Les agences de financement pourraient, par exemple, être incitées à soutenir un éventail plus diversifié d'idées. Pour ma part, je proposerais de scinder l'évaluation par les pairs en deux étapes : une première consacrée à la solidité méthodologique d'un projet ; une seconde laissant la portée scientifique de celui-ci être débattue ouvertement par la communauté.

La première étape — celle de la solidité méthodologique — pourrait continuer à s'appuyer sur les mécanismes actuels, éventuellement renforcés par l'intelligence artificielle. Il est essentiel de savoir si les fondations d'une recherche sont solides. D'ailleurs, l'évaluation par les pairs, combinée aux lourdes sanctions professionnelles que la communauté scientifique s'impose en cas de fraude délibérée, a largement protégé la recherche d'un phénomène aujourd'hui omniprésent ailleurs : les fausses informations. À une époque où l'intelligence artificielle rend les falsifications toujours plus convaincantes, c'est peut-être un domaine dans lequel la société dans son ensemble pourrait s'inspirer du monde académique.

La seconde étape — celle de la portée scientifique — pourrait en revanche être laissée à un débat ouvert. L'un des grands atouts de la science réside précisément dans ce processus collectif de discussion, de critique et de validation. Il permet aux idées de faire leurs preuves au fil du temps, plutôt que d'être définitivement jugées par un petit cercle de gardiens. Certaines agences de financement en Nouvelle-Zélande et en Suisse se sont déjà engagées dans cette voie, en attribuant une partie de leurs subventions par tirage au sort parmi les projets jugés méthodologiquement solides.

Des éléments de ce modèle existent aussi dans un autre domaine essentiel de l'évaluation par les pairs : non plus celui de l'attribution des financements, mais celui de la publication scientifique. Les revues du groupe Springer Nature en offrent un bon exemple. Si les évaluateurs de la revue *Nature* sont généralement invités à apprécier à la fois la solidité méthodologique et la portée des résultats, des revues comme *Scientific Reports* se concentrent principalement sur la première dimension, laissant l'importance des travaux émerger à travers l'examen ultérieur de la communauté scientifique. Des approches comparables existent dans de nombreuses revues en libre accès, de *PLOS* à *Cell Reports*. Les idées les plus influentes

finissent par s'imposer à travers les citations et, parfois, le débat.

Ce ne sont là que quelques pistes. Bien d'autres pourraient être envisagées. Mais si le règlement actuellement examiné était adopté dans sa forme actuelle, il risquerait de compromettre le leadership des États-Unis dans la recherche scientifique.

Dans *Urn Burial*, Sir Thomas Browne résumait avec justesse la cruauté de l'histoire : « Hérostrate, qui incendia le temple de Diane, vit encore dans les mémoires ; celui qui le construisit est presque oublié. » Il en va de même pour Alexandrie : nous avons oublié qui bâtit la Grande Bibliothèque, mais nous nous souvenons qu'elle fut détruite par les flammes. L'histoire, semble-t-il, retient plus volontiers le nom de l'incendiaire que celui de l'architecte.

Pendant une grande partie du siècle dernier, les États-Unis ont été les architectes de la science moderne. Il serait une épitaphe étrange et amère que, à l'occasion du 250^e anniversaire du pays, on se souvienne de lui non pour ce qu'il a construit, mais pour ce qu'il aura contribué à défaire.

Notice biographique

Ingénieur et architecte, Carlo Ratti enseigne au Politecnico di Milano et au MIT de Boston, ou il dirige le Senseable City Lab, l'un des principaux centres de recherche au monde consacrés aux villes.